



ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE- Prométhée  
Chez Francis Daspe 19, avenue Carsalade du Pont, porte 2, 66 100 PERPIGNAN

Courriel : [contact@agaureps.org](mailto:contact@agaureps.org)

Site internet : [www.agaureps.org](http://www.agaureps.org)

# La lettre de l'AGAUREPS- Prométhée

## N° 91 – Septembre 2012

L'AGAUREPS-Prométhée (Association pour la Gauche Républicaine et Sociale – Prométhée) met en place une *Lettre mensuelle* destinée à diffuser l'information auprès d'un plus large public.

### Sommaire du numéro 91 : Spécial 10 ans

- Editorial de Francis DASPE « *Dix ans déjà, et plus que jamais d'actualité !* » page 2
- Manifeste de l'AGAUREPS-Prométhée page 3
- Tribune de François COCQ, Francis DASPE, Mathieu DUMOULIN « *Le clivage majeur concernait l'orientation libérale du traité* », page 5
- Tribune de François COCQ, Francis DASPE « *Réponse aux contempteurs de la laïcité et de la République* » page 7
- Tribune de Francis DASPE « *Redonner son sens à l'impôt* » page 8
- Une fiche d'adhésion (facultative mais conseillée...) pour 2012 page 10

Si vous ne souhaitez plus recevoir la Lettre du mois de l'AGAUREPS-Prométhée, veuillez l'indiquer à l'adresse suivante :

- [contact@agaureps.org](mailto:contact@agaureps.org)

# Dix ans déjà, et plus que jamais d'actualité !

En cette rentrée de septembre 2012, l'AGAUREPS-Prométhée fête ses dix ans d'existence. Si la décision de création de l'association date de mai 2002, comme en témoigne la rédaction du manifeste, la démarche administrative essentielle à la création d'une association loi 1901 qu'est la déclaration en sous-préfecture fut effectuée en septembre 2002.

Deux remarques quasi rituelles en de pareilles circonstances ne sont nullement usurpées et prennent au contraire ici toute leur signification. « *Que le temps passe vite !* » est la première qui vient spontanément à l'esprit. Dix ans, c'est pourtant l'équivalent de deux quinquennats qui se sont traduits par l'émergence d'une droite de plus en plus décomplexée. « *Que de chemin parcouru !* » vient immédiatement en complément du survol de la période. Les événements se sont en effet bousculés, se télescopant sans cesse pour accroître la complexité de la période. L'AGAUREPS-Prométhée n'a pas été en reste dans ce nécessaire et vital combat des idées à l'heure d'une mondialisation néolibérale triomphante. Ce n'est pas forcer la réalité que d'affirmer que l'AGAUREPS-Prométhée est devenue un acteur qui compte dans le débat public. Ses multiples interventions et son patient travail de fond sont là pour en attester. C'était l'objectif assigné : en cela nous pouvons proclamer que l'AGAUREPS-Prométhée doit être rangée dans la catégorie des incontestables réussites.

La lecture attentive du Manifeste de l'AGAUREPS-Prométhée nous montre à la fois la pertinence et l'actualité de ses objectifs. Notre activité s'est appuyée sans relâche sur deux piliers. Il s'agissait de manière conjointe d'œuvrer à la promotion de l'exigence républicaine et de l'ambition de transformation sociale, le tout placé dans la perspective d'un combat pour la civilisation. Tâche éminemment prométhéenne, en somme.

Pour ce numéro anniversaire de la Lettre du mois, en plus de l'indispensable piquêre de rappel constituée par le manifeste fondateur, nous avons retenu trois tribunes parues dans la presse nationale. Nous avons décidé de ne pas en choisir une sur l'école, sujet qui a pu paraître comme de prédilection. Deux raisons à cela : le prochain numéro d'octobre sera consacré à la rentrée scolaire, nous tenions à montrer pleinement la diversité des prises de positions au cours de la décennie.

Notre choix, forcément arbitraire et réducteur, s'est donc porté sur des thèmes ayant vocation à donner à voir le vaste champ des préoccupations de l'AGAUREPS-Prométhée. La construction européenne fut un fil rouge permanent. La tribune parue en 2006 dans Politis montre qu'elle constitue un verrou libéral à faire sauter urgemment. La seconde traitant de la laïcité signifie clairement que les valeurs républicaines ne sont pas négociables. La troisième est aussi la dernière tribune parue cet été dans L'Humanité. Elle traite de ce qui constitue le nerf de la guerre, à savoir les moyens financiers nécessaires pour changer réellement le système : la question de l'impôt y est abordée dans toutes ses dimensions.

Point commun à ces trois tribunes : toutes conjuguent les deux piliers sur lesquels se construit la raison d'être l'AGAUREPS-Prométhée. Valeurs républicaines et transformation sociale sont nos boussoles. Nous le revendiquons pleinement pour la décennie écoulée comme pour celle qui s'ouvre.

**Francis DASPE**  
28 / 08 / 2012

# Manifeste de l'AGAUREPS-Prométhée

L'AGAUREPS est l'Association pour la GAUche REPublicaine et Sociale. A ce sigle a été accolé le nom de Prométhée. C'est ainsi que l'AGAUREPS-Prométhée a été portée sur les fonts baptismaux. Sa création date de mai 2002. C'est une association déclarée sous le régime de la loi du 10 juillet 1901 et du décret du 16 août 1901.

La fondation de l'AGAUREPS-Prométhée résulte de la rencontre de plusieurs personnes que des préoccupations et des interrogations similaires animaient. L'ambition de cette association est de regrouper des personnalités diverses, provenant d'horizons et de générations variés. Son dessein est de prendre part de manière active au débat public, de s'immiscer par des procédés éminemment citoyens dans la sphère de réflexion concernant les affaires de la Cité. En ce sens là, l'AGAUREPS-Prométhée s'inscrit résolument dans une perspective politique, ce terme devant être entendu dans son étymologie grecque. La politique désigne clairement les affaires de la *polis*, la cité, c'est à dire les questions devant concerner les membres de la Cité communément parés du titre de citoyens. Très modestement, elle se fixe pour but de participer au relèvement, à la réhabilitation du débat politique argumenté et raisonné, en somme du politique considéré dans toute la noblesse du terme.

Cependant, il est nécessaire de dissiper d'emblée toute espèce de confusion ou de malentendu. L'AGAUREPS-Prométhée n'est inféodée ou encartée à aucune formation politique, ceci afin de garantir son indépendance, sa liberté de parole et de ton, en toute circonstance. Elle entend se placer hors d'atteinte de tout mot d'ordre, de toute directive, de toute consigne d'origine partisane. La validité et la pertinence des efforts de réflexion qu'elle souhaite engager semblent être à ce prix. Contribuer en toute indépendance et sérénité au débat public constitue sa ligne de conduite et sa raison d'être.

Néanmoins, l'AGAUREPS-Prométhée revendique et assume pleinement un positionnement clair et précis dans le champ idéologique. Son objectif est la défense et la promotion des idées de gauche et républicaines. Elle souhaite ardemment que la consubstantialité des notions de gauche et de République soit rétablie et raffermie avec netteté, regrettant que les liens réciproques aient eu tendance à se distendre au cours des dernières décennies. La connaissance de l'Histoire nous démontre le destin commun de l'une et de l'autre. Gauche et République constituent un socle de références communes et servent de ciment aux membres de l'association. L'ensemble des énergies, des motivations, des compétences et des convictions peut se rassembler autour de ce tout cohérent afin de mettre en mouvement les synergies nécessaires à la réalisation de ce projet civique d'intérêt public.

La justification et la légitimation de l'entreprise sont à rechercher dans le contexte caractérisant cette période à la charnière de deux siècles et deux millénaires à la fois. Les dérives et les menaces, comme autant de défis posés à la démocratie et à notre vivre ensemble, ne sont pas à négliger ou à minimiser. Le triomphe généralisé du libéralisme économique et de la loi du marché dans le cadre dérégulé de la mondialisation concourt indiscutablement à une déstabilisation fondamentale des idées de gauche de plus en plus en situation de déshérence. Semblablement, si la République en tant que forme institutionnelle de régime politique ne semble pas réellement menacée dans son existence en dehors des vaticinations de quelques éléments réduits à l'état groupusculaire, elle est de plus en plus vidée de sa substance, lui faisant courir le risque de devenir une coquille vide. La République se définit principalement comme un état d'esprit, une exigence fondamentale, que la

prégnance d'un individualisme forcené et d'un consumérisme débridé conduisent à saper. Le marché se substitue progressivement au forum, à l'agora antiques. L'AGAUREPS s'alarme de ce glissement.

Les résultats du premier tour des élections présidentielles du 21 avril 2001 n'ont fait que conforter notre détermination à fonder une telle association. La décision avait été mûrie préalablement, mais si des doutes avaient subsisté, ils auraient été emportés comme un fétu de paille. Car les deux enseignements majeurs du scrutin ont rendu justice à la justesse de nos analyses : l'absence de la gauche au second tour coïncide avec la progression de l'extrême droite négatrice de l'idéal républicain. L'effacement des idées de gauche va de pair avec le délitement des valeurs républicaines. C'est réinstaurer la relation originelle unissant de manière intime gauche et République.

L'AGAUREPS-Prométhée se conçoit comme un groupe ouvert de réflexion, un laboratoire où l'on agite des idées en toute indépendance d'esprit. Par un fonctionnement démocratique, elle se donne pour mission de participer à la restauration de la vitalité du débat public et à son élévation en lui instillant une vigueur nouvelle. Le manque de débats de fond et la pauvreté générale de la campagne électorale en ce domaine en raison de son américanisation progressive, les carences affichées par les médias, en indiquent la nécessité.

L'AGAUREPS se place sous le patronage de Prométhée. Plusieurs épisodes du mythe du Titan développent une symbolique que nous souhaitons reprendre à notre compte. Prométhée créa d'un bloc d'argile mêlé à de l'eau le premier homme. Contre l'avis de Zeus, il apporta aux hommes le feu afin de ne pas les laisser démunis. Trompant une fois de plus Zeus lors du partage d'un taureau sacrifié, il attribua aux hommes la meilleure part, laissant aux dieux les os. Pour ces injures faites à la puissance divine, Prométhée fut condamné à être enchaîné sur le plus haut sommet du mont Caucase où, chaque jour, pendant des siècles, un aigle venait ronger le foie sans cesse renaissant du malheureux.

Les facettes du mythe prométhéen induites par ces quelques faits d'armes sont multiples. La relation de Prométhée avec la naissance de la race humaine en fait un créateur. Il fixe les bases de la condition humaine, ouvrant aux hommes la perspective de la connaissance et des techniques, leur apportant avec le feu la civilisation. La révolte prométhéenne indique aux humains la voie de l'affranchissement collectif. Incarnant la figure du révolté contre l'ordre établi, Prométhée représente l'anti-tyran qui permet à la liberté humaine de s'émanciper du joug de la fatalité. Médiateur entre les deux mondes, celui des dieux et celui des hommes, il favorise la marche de l'humanité vers le progrès.

Nous revendiquons pleinement les différentes lectures du mythe prométhéen. Dans un dictionnaire usuel, l'adjectif qualificatif prométhéen désigne ce qui se caractérise par un esprit d'idéal et de foi dans la condition humaine, en y ajoutant un goût pour l'action. Cette ligne de conduite inspire l'AGAUREPS-Prométhée. Dans cette filiation, elle estime que la défense et la promotion des idées de gauche et républicaines s'inscrivent, bien davantage qu'un simple programme politique de circonstance, dans la perspective d'un véritable choix de civilisation à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. L'ampleur de la tâche n'est pas sous-évaluée : à n'en point douter, il s'agit d'un travail de titan à destination des générations présentes et futures auquel nous entendons contribuer modestement.

Il faut donner un souffle nouveau à la France : la Gauche le doit à la République.

Les membres fondateurs: **Eric BARBAZO, François COCQ, Francis DASPE**

Mai 2002

## « Le clivage majeur concernait l'orientation libérale du traité »

*Il s'agit d'une tribune parue dans Politis n° 888 du jeudi 9 février 2006.*

Dans une tribune parue dans le n° 884 de *Politis*, Alain Lipietz estime que l'urgence, suite au référendum du 29 mai 2005, consiste à unir les oui de gauche et les non de gauche semblablement fédéralistes malgré leurs divergences. Pour nous, militants d'une gauche républicaine et sociale, jaurésienne en somme, il s'agit d'une méprise lourde de conséquences qui augure fort mal du processus d'élaboration d'un projet alternatif de gauche tranchant avec la rituelle alternance de circonstance. Le 29 mai, loin d'un aboutissement, constitue au contraire un outil à optimiser.

Les antagonismes relatifs au 29 mai ne relevaient pas de la querelle institutionnelle. Un enjeu d'importance émergea très vite de la campagne, reléguant fort heureusement le débat institutionnel à la marge. Le clivage majeur concernait l'orientation libérale du texte : il y avait ceux qui se résignaient à un horizon déterminé par une « *concurrence libre et non faussée* » sacralisée à l'excès, et ceux qui la récusaient par-dessus tout. Si bien que la formule de Lionel Jospin qui a largement participé d'une prise de conscience (involontairement) bénéfique à la cause du non possédait une part de vérité : le oui de gauche et le oui de droite étaient compatibles à travers le libéralisme, dénominateur commun.

L'argument utilisé par A. Lipietz, feignant de croire que « *non faussée* » visait le dumping social, fiscal et environnemental, nous paraît spécieux. Il suffisait de lire les articles 3 et 4, et d'en amalgamer les trois principes, *concurrence libre et non faussée, libre circulation des services et des capitaux, liberté d'établissement*, pour déceler la structure de la directive Bolkestein, réintroduite par la fenêtre après que les citoyens français l'aient expulsée sans ménagement le 29 mai. La liste des points jugés inadmissibles par ses opposants (principe du pays d'origine rebaptisé « *mouvement libre des services* », ampleur des simplifications administratives, conditions du principe du détachement des travailleurs, extension du champ d'application de la directive) vont au contraire dans le sens d'une incitation légalisée au dumping dans toutes ses dimensions.

Le désaccord procède d'une inversion des perspectives préjudiciable. Etre de gauche, c'est militer pour la justice sociale, veiller au respect de la souveraineté populaire (et dont le souverainisme, intrinsèquement de droite car méconnaissant les réalités quotidiennes sociales, se situe aux antipodes), favoriser la recherche de l'égalité, promouvoir les services publics. La construction européenne ne peut être une fin en soi, mais plutôt un levier à même de réaliser les objectifs précités. La forme institutionnelle de l'Union européenne est donc secondaire et ne saurait en aucun cas servir d'obstacle à des gens sincèrement déterminés à œuvrer, la pratique unitaire des comités pour un non de gauche l'ayant montré avec éclat. Veillons à ne pas verser dans un double fétichisme de bien mauvais aloi : fétichisme fédéraliste que de Gaulle avait en son temps stigmatisé en se gaussant de l'agitation compulsive « de cabris », mais aussi fétichisme de l'Etat-nation porté à un paroxysme stérile par les souverainistes. Le contenu avant le contenant.

L'idée d'une assemblée européenne constituante élue au suffrage universel relève pareillement d'erreurs d'appréciations, conjugaison d'une illusion nourrissant de fait un mythe. Illusion de croire qu'il existe à ce jour un espace européen de débat public, ce qui

équivaldrait à promulguer de manière virtuelle l'existence d'un peuple européen. Qu'on le déplore ou s'en félicite, le cadre le plus approprié de l'exercice de la souveraineté populaire, donc de la démocratie, reste encore les Etats-nations, même si force des problèmes actuels ne peuvent être envisagés qu'à l'échelle européenne ou mondiale. C'est précisément dans ce hiatus que réside une des principales difficultés à agir efficacement.

Reprenons la formule de Jean Jaurès affirmant que « *beaucoup d'internationalisme ramène à la patrie* », en ajoutant que l'action dans le cadre national doit s'inscrire nécessairement dans une visée internationaliste rénovée. A condition toutefois de ne pas confondre internationalisme et supranationalisme, ce à quoi conduirait la solution fédéraliste tant qu'il n'existera pas d'espace de débat public européen. Mais si celui-ci émerge et que le fédéralisme s'impose comme la forme d'organisation la plus adaptée pour accomplir tout ou partie des objectifs de gauche, alors nous n'aurions aucune prévention à nous y rallier. Ce n'est pas (encore) le cas. Réclamer une constituante revient donc à mettre la charrue avant les bœufs, d'autant plus que depuis le fameux tournant de 1983 le projet fédéraliste européen a servi à masquer autant que faire se peut le renoncement à un projet de démocratie socialiste, la parenthèse libérale n'ayant pas été refermée.

Le slogan « *fédéralistes de tous les pays unissez-vous* » n'est pas la stratégie la plus judicieuse pour insuffler une dynamique nouvelle à la gauche. L'élaboration d'une alternative populaire et progressiste à la mondialisation conquérante effectuée sur des bases néolibérales et dont la *concurrence libre et non faussée* était la déclinaison européenne passe par le rassemblement sans exclusive des forces antilibérales. C'est ce nouveau clivage qui doit aujourd'hui amener les lignes à bouger globalement à Gauche. Parce qu'il est au cœur de la vision de société que l'on nous propose, le libéralisme financiarisé à l'excès nous oblige à nous positionner d'abord par rapport à lui, sans faux-semblants. Les électeurs du 29 mai jugeront les uns et les autres là-dessus, attentifs à la cohérence affichée et à l'énergie mobilisée. Le combat ponctué par la glorieuse victoire du 29 mai se poursuit, de nouvelles luttes venant. Celle relative à la directive Bolkestein sera l'occasion d'évaluer la sincérité de chacun comme de se compter dans la rue, les réunions publiques ou les travées parlementaires. Tomberont alors les masques de qui subordonne les fins aux moyens.

Forte de sa crédibilité et sa cohérence antérieures, la gauche républicaine et sociale, dans la diversité de ses composantes, entend apporter sa contribution aux débats qui s'ouvrent, en pointant les confusions menaçant de dénaturer le vote du 29 mai : la plus grave des fautes serait de réduire à néant l'espoir que les comités unitaires pour un non de gauche, cimentés par un rejet sans ambiguïté du libéralisme, avaient suscité.

**François COCQ, Francis DASPE, Mathieu DUMOULIN**

# Réponse aux contempteurs de la laïcité et de la République

*Ce texte a été diffusé en tribune libre dans la rubrique « Rebonds » de l'édition du 29 mars 2011 de Libération sous le titre de « La gauche doit refuser la « diversité » selon les Verts.*

Dans leur tribune intitulée « Manifeste pour une écologie de la diversité » (Libération du 27 janvier 2011), Noël Mamère, Esther Benbassa et Eva Joly qualifient la laïcité de « noble idée » et la République de « construction majestueuse ». Nous, membres du Parti de Gauche, qui menons de front transformation sociale et planification écologique, pourrions être rassurés de voir des responsables Verts se rallier à notre idéal. Hélas, la démonstration tourne très vite au réquisitoire quand laïcité et République sont caricaturées en « laïcisme » et « républicanisme » et se voient accusées de charrier « *nationalisme exclusiviste et stérile* », nostalgie colonialiste latente et islamophobie rampante. De quoi faire tomber la laïcité dans l'escarcelle d'une extrême droite qui s'approprie à bon compte un vocabulaire qui lui est pourtant totalement étranger. Les auteurs feignent de croire que l'application du principe de laïcité n'aurait d'effet que sur l'islam. Méconnaissent-ils à ce point l'histoire du combat laïque pour ne pas savoir que tous les cléricatismes aliénants et oppressifs ont été combattus ?

Les mêmes recourent à la sémantique naturaliste utilisée à des fins hygiénistes et assimilent certains détournements de la laïcité à des « *maladies infectieuses* » ou des « *produits toxiques* ». Sans faire le parallèle, nous invitons les auteurs à se méfier d'une telle rhétorique qui était celle des fascismes adeptes de la régénération de la civilisation et de la race. De même, lorsqu'ils en appellent à une « *laïcité raisonnée* » et une « *diversité positive* », comment ne pas y entendre l'écho de la laïcité positive formulée par Nicolas Sarkozy, chanoine de Latran ?

Méconnaissance aussi de la force propulsive de la laïcité. En reconnaissant la capacité des hommes et des femmes à se gouverner de manière terrestre et rationnelle en dehors de toute vérité révélée, celle-ci a fondé les notions de démocratie et de peuple souverain. Elle pose les bases de la justice sociale en stipulant l'égalité de tous. Appliquée au champ de la diplomatie, elle invalide toutes les théories nourrissant les stratégies géopolitiques fondées sur un prétendu choc des civilisations. Elle lutte pareillement contre les idéologies conquérantes et l'invasion marchande.

Se revendiquer de l'écologie politique ne suffit pas pour porter un projet progressiste fondé sur des valeurs humanistes. La crise écologique, qui met en question la survie même de l'Humanité, appelle à une rupture avec le modèle capitaliste et productiviste. A cet effet ressourçons-nous à l'analyse jaurésienne. L'Etat-nation, cadre de définition de la « *res publica* » et d'expression de la souveraineté populaire, garantit l'existence d'une communauté politique que la mondialisation tend à disloquer. Là est le socle de tout internationalisme. Une laïcité dénaturée, ou un trop peu de laïcité, éloigne sans aucun doute de l'universalisme républicain ; beaucoup de laïcité y ramène inmanquablement.

La République sociale reste le seul projet émancipateur. La laïcité, dans la plénitude du terme sans l'adjonction d'adjectifs qui la dévoierait, en constitue l'arche la plus solide. Le débat mérite au moins d'être mené en toute sérénité sans recourir à l'excommunication, ne serait-ce que parce que ce mot n'appartient pas au champ lexical de la laïcité....

**François COCQ, Francis DASPE**

# Redonner son sens à l'impôt

*Il s'agit d'une tribune parue dans l'édition du 18 juillet 2012 de L'Humanité.*

Dans le cadre de la grande œuvre de redressement national, terme dans lequel chacun peut piocher ce qui lui convient, l'essentiel du débat public sur la dette porte sur deux seuls leviers envisagés : la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) et la CSG (contribution sociale généralisée). C'est une vision pour le moins restrictive et connotée. La parole est alors donnée à des experts venant gloser de manière surréaliste sur les avantages comparés de chacune des deux options. Ces bavardages caractéristiques d'un entre soi connivent ne peuvent faire oublier qu'il s'agit en réalité des deux faces d'une même politique injuste.

Ce qui fait défaut à ces débats se réduisant le plus souvent à des arguties virant au - sophisme, c'est une appréhension globale de la situation. Nous ne pourrions en effet sortir par le haut de cette crise systémique que par un partage des richesses radicalement différent. Sans cela, les contresens deviennent monnaie courante. Le recours à l'augmentation de la TVA ou à la CSG traduit une conception inéquitable de ce partage des richesses. Prises isolément et - déconnectées d'un contexte général, nombres des remarques faites par nos experts sur les avantages présumés des deux options ne sont pas fausses. Il est vrai en effet que la TVA touchant la consommation et non l'épargne peut plus favoriser l'investissement, qu'elle frappe les importations sans trop toucher aux exportations, qu'elle concerne tout le monde puisque même les plus défavorisés consomment. Il est pareillement exact que la CSG possède une assiette large s'appliquant à tous les revenus (travail, capital, jeux), qu'elle dispose d'un meilleur rapport puisqu'un point d'augmentation dégage un revenu de 10 milliards (contre 1,6 point pour la TVA).

Mais raisonner de cette manière conduit à éluder la question centrale d'un autre partage des richesses et ce, au bénéfice de variantes d'une même politique déterminée par les injonctions austéritaires de la troïka. Sont ainsi écartées les solutions radicales de transformation sociale d'un système disqualifié.

Deux approches sont à notre disposition pour y parvenir. D'abord en agissant en amont du processus de production de richesses. Dans le contexte actuel, ce levier n'est pas praticable faute de volonté et de moyens : seul un gouvernement Front de gauche saurait faire. À cet égard, le projet de contribution commune Aubry/Ayrault en vue du prochain congrès du Parti socialiste confirme, si besoin était, ce renoncement systémique. Reste donc les dispositions situées en aval. L'outil idoine est la fiscalité.

Il existe quatre grandes conceptions de la fiscalité. Elle peut être forfaitaire : chacun est amené à s'acquitter d'une même somme au nom d'une présumée égalité d'apparence. C'est l'option des libéraux authentiques et décomplexés ne jurant que par la récompense des mérites pour mieux graver dans le marbre l'inégalité des personnes. Une autre version plus atténuée mais tout aussi libérale prône une fiscalité proportionnelle. Ne soyons pas dupes : ce n'est rien moins qu'une entourloupe servant de paravent vertueux afin de mettre à distance la mauvaise conscience libérale mal assumée. Car une proportion identique d'imposition fera davantage défaut à des revenus modestes engagés dans un combat quotidien qu'à des montants élevés pour qui cela équivaudra à quelques gouttes dans un océan de biens.



La fiscalité peut aussi être de nature confiscatoire. Elle constitue la hantise des nantis qui en font un repoussoir intégral. La question est de déterminer à quel niveau cela devient confiscatoire. Ne perdons pas de vue que ce qui importe n'est pas seulement ce que l'on prend, mais ce qui reste... L'exemple rooseveltien du New Deal prolongé lors de la Seconde Guerre mondiale avec un taux maximal atteignant les 90% montre qu'il existe de la marge : les très riches ont pu continuer à mener un train de vie de riches.

C'est la quatrième forme de fiscalité, progressive, qui doit être privilégiée. Depuis la déferlante libérale des années 1980, elle a été réduite pour complaire aux diktats des marchés et des banques. La part de l'impôt sur le revenu n'a en effet cessé de diminuer. La fiscalité proportionnelle a donc mécaniquement fortement progressé, même si, dans les faits, nous assistons à des transferts significatifs vers une fiscalité forfaitaire à coups de niches fiscales ciblées et de cadeaux au capital. L'urgence est donc bien de réhabiliter toutes les formes de fiscalité progressive. Les obstacles ne manqueront pas : les possédants savent mobiliser des trésors d'imagination afin de préserver patrimoine et train de vie. Les égoïsmes de classe se renouvellent à travers le temps : les uns s'étranglaient avant 1914 à l'idée de la mise en place de « l'horrible impôt sur le revenu », les autres traquent aides et acquis sociaux en les faisant passer pour d'insupportables privilèges d'assistés.

Il y a bien à la fois nécessité civique et urgence politique à revenir à la finalité - profonde de l'impôt : « *Faire richesse commune au nom de l'intérêt général* » C'est la solution à la crise.

**Francis DASPE**



ASSOCIATION POUR LA GAUCHE REPUBLICAINE ET SOCIALE- Prométhée  
Chez Francis Daspe, 19 avenue Carsalade du Pont, porte 2, 66 100 PERPIGNAN  
Site internet : [www.agaureps.org](http://www.agaureps.org)  
Courriel : [contact@agaureps.org](mailto:contact@agaureps.org)

## FICHE D'ADHESION ANNEE 2012

NOM :

Prénom :

Date et lieu de naissance :

Adresse :

Numéro(s) téléphone(s) :

Courriel :

Profession :

Le montant de l'adhésion annuelle est fixé à **10 Euros**. Le règlement peut se faire en espèces ou par chèque à l'ordre de l'AGAUREPS-Prométhée. Envoyer tout courrier à l'adresse indiquée en en-tête.